

Burundi : une réunion des bailleurs de fonds multilatéraux prévue à Genève

@rib News, 02/10/2016 - Source Xinhua Une réunion des partenaires financiers multilatéraux du Burundi est attendue à Genève en Suisse du 7 au 9 octobre prochain, a annoncé dimanche le porte-parole du ministre burundais des Finances, du Budget et de la Planification. "Je voudrais porter à la connaissance de l'opinion publique nationale et internationale qu'une réunion des institutions multilatérales de financement se tiendra du 7 au 9 octobre prochain pour examiner les voies et moyens d'aider encore une fois le Burundi, surtout que ces institutions ont constaté que les sanctions infligées au Burundi par certains bailleurs bilatéraux sont injustes", a déclaré dimanche Désiré Mushatsi sur les ondes de la radio nationale burundaise.

Il a aussi profité de l'occasion pour démentir une information diffusée par les réseaux sociaux selon laquelle le Burundi ne serait plus éligible à présenter des projets de développement à la Banque Africaine de Développement (BAD) en raison de la situation politique qui prévaut dans le pays. Pour le porte-parole du ministre des Finances, "c'est une information très fautive diffusée par les détracteurs du Burundi car la BAD est l'une des institutions financières qui sont toujours restées aux côtés du Burundi de même que la Banque Mondiale. Elle vient même de promettre un appui budgétaire". Il a fait savoir que chaque fois qu'il y a une délégation de haut niveau qui effectue une visite de travail au Burundi, ces gens qu'il a appelés des détracteurs du pays s'activent davantage dans le montage des allégations contre le pays. Une délégation de cette institution financière régionale a effectivement achevé vendredi une visite au Burundi où elle a discuté avec les autorités du pays sur les projets éventuels à financer, notamment la construction des routes et des barrages hydroélectriques. Certains bailleurs bilatéraux et multilatéraux ont suspendu leurs appuis budgétaires au gouvernement burundais en raison de la crise politique que traverse le pays depuis d'une année, alors que le budget de ce dernier provenait à près de 52% de l'extérieur durant les années antérieures.